



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TRADE/WP.7/GE.6/2006/4
1^{er} février 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU COMMERCE

Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles

Section spécialisée de la normalisation des plants de pommes de terre

(Trente-sixième session, 20-22 mars 2006)

Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

RÉFÉRENCE À LA NORME CEE-ONU SUR L'ÉTIQUETTE*

Document présenté par l'Italie

Ce document est présenté pour examen. La Section spécialisée recommandera au Groupe de travail un moyen de faire référence sur l'étiquette à la norme CEE-ONU.

* Le présent document a été soumis après la date limite fixée pour la documentation officielle par la Division du commerce et du bois, faute de ressources disponibles.

1. Le libre-échange entre les États membres de l'Union européenne est devenu une réalité avec l'instauration du «marché unique». Dans le cas des plants de pommes de terre, le cadre adopté pour assurer une harmonisation a été celui de la norme CEE-ONU pour les plants de pommes de terre. L'harmonisation dans le cadre communautaire est attestée par la mention «Règles et normes CE» indiquée sur l'étiquette.

2. En toute logique, il semblerait judicieux de certifier l'application de la norme CEE-ONU pour les plants de pommes de terre dans le commerce international en faisant figurer une mention analogue sur l'étiquette. Le bureau élargi propose donc que la mention «Règles et normes CEE-ONU» figure parmi les indications portées sur l'étiquette (annexe V). Les pays qui participent au commerce international des plants de pommes de terre feraient donc figurer cette mention sur l'étiquette officielle. La norme CEE-ONU acquerrait ainsi une beaucoup plus grande notoriété si les pays exportateurs l'appliquaient, soit qu'un pays importateur le leur demande, soit qu'ils en fassent une pratique habituelle.

a) Problèmes: trop d'indications sur l'étiquette; que faire en cas de changement de destination?

b) Suggestion: inclure la mention «conforme aux normes CEE-ONU» sur les certificats phytosanitaires.

c) Les pays importateurs ne demandent pas l'application des normes CEE-ONU.

d) Proposition de la Section spécialisée: {1. «Norme CEE-ONU», le cas échéant}: dans l'annexe V, et renuméroter les paragraphes qui suivent.
